

ECONOMIE

Entretien avec Muhammad Yunus, le fondateur de la première banque des pauvres.

UNE BRECHE DANS L'APARTHEID BANCAIRE

Muhammad Yunus est un banquier pas comme les autres. Celui que l'on appelle aussi «le banquier des pauvres», régulièrement cité pour le prix Nobel de la paix, était hier à Paris pour participer à la «Conférence européenne pour lutter contre l'exclusion par le microcrédit et la micro-entreprise». En 1974, il crée au Bangladesh, son pays, la Grameen Bank (ou banque rurale), la première banque pour les sans-argent. Dans son sillage, 7000 organismes du microfinancement voient le jour sur la planète. Aujourd'hui, la Grameen recense plus de 7 millions de clients au Bangladesh et touche plus de 20 millions de personnes dans une soixantaine de pays. Muhammad Yunus revient sur la genèse de sa banque.

Quelle est l'origine de la Grameen Bank?

Au début, je ne savais pas où j'allais. Le terme microcrédit n'existait pas. Je n'avais pas la moindre idée du métier de banquier. Et c'est justement cette absence de formation qui m'a aidé à gagner mon pari. En fait, lorsqu'on croit bien connaître des principes il est difficile de s'en débarrasser; on reste persuadé que tout doit fonctionner selon des schémas

préétablis, des principes intangibles. A la fin des années 70, je souhaitais simplement répondre à un problème local, apporter une aide aux plus dé-

munis, à ceux dont l'avenir ne dépassait pas l'horizon d'une journée. Il y avait cette extrême pauvreté dont profitaient les usuriers qui prêtaient des sommes dérisoires à des taux d'intérêt démesurés et tenaient les pauvres en situation d'esclavage. C'est cette situation que je trouvais injuste. Moi, j'étais prof d'économie au Bangladesh, j'enseignais à l'université de belles théories sur la pauvreté, la croissance... Et quand j'étais dans la rue, je ne voyais que des squelettes vivants...

C'est cette réalité qui vous a poussé à agir?

Oui. Je me suis installé à mon bureau et j'ai établi une liste de 42 personnes. Elles avaient besoin de 27 dollars chacune (environ 200 francs). 27 dollars pour développer un projet, acheter des outils pour faire de la cordonnerie ou d'autres activités... C'est là que j'ai commencé à réaliser qu'il y avait d'un côté des pauvres qui pouvaient, malgré tout, revendiquer une compétence... et de l'autre des banquiers prisonniers de leur esprit de banquiers traditionnels qui finalement ne prêtent qu'aux riches,

et sont persuadés que les pauvres n'ont pas la moindre envie de s'en sortir. Moi j'avais une autre explication: le simple fait qu'ils soient vivants était la preuve de leur extraordinaire capacité de survie. A partir de ce constat, que beaucoup ont jugé simpliste, j'étais persuadé qu'il fallait les aider à survivre mieux. Mais pour cela, il fallait partir de la réalité et cesser de

bâtir des théories complexes, qui ne changent rien au quotidien des pauvres. J'ai pris 42 fois 27 dollars sur mes fonds et j'ai dit à ces 42 personnes: «je vous les prête, avec intérêt, et vous me les rembourserez quand vous pourrez... Mais vous êtes collectivement responsables de chacun d'entre vous». Quelques semaines plus tard, je récupérais l'argent. Et tous étaient devenus plus autonomes grâce à la réalisation d'un projet de travail.

A l'époque, quels étaient vos rapports avec les banques du Bangladesh?

Tout aurait pu s'arrêter là. Mais je me disais: s'il est facile de contenter des gens avec si peu d'argent, pourquoi ne pas faire plus? Je suis allé voir le directeur d'une banque, qui a tout compliqué. Je pensais qu'il al-

lait faire la même chose que moi avec mes 27 dollars. Mais il m'a expliqué que ces personnes, des femmes dans leur très grande majorité, n'étaient pas solvables, qu'elles n'avaient pas de garanties pour bénéficier d'un crédit. C'était tou-

jours le même refrain, le même refus. Je me suis alors porté garant. J'ai emprunté l'argent à la banque pour ensuite prêter à ces femmes pauvres.

Les banques traditionnelles auraient donc leur part de responsabilité dans le phénomène de la pauvreté?

Oui, elles font de l'apartheid bancaire. La moitié de la population mondiale est inéligible au crédit. Voilà le cœur de notre problème. Alors que les banques nous disaient: «c'est de la folie, ce n'est pas raisonnable, c'est impossible...», nous leur

avons prouvé que cela marche. Bien sûr, ça ne marche pas toujours. Parfois, on doit se remettre en question, réexaminer un projet spécifique. Il n'y a pas de solution toute faite au microcrédit. Aujourd'hui, le concept de la Grameen s'est imposé à travers le monde, notamment dans les pays riches.

Comment analysez-vous ce transfert de savoir du Sud

vers le Nord?

En 1986, Bill Clinton, qui était gouverneur de l'Etat d'Arkansas, m'avait demandé de venir exposer le principe de la Grameen. Peu de temps avant, j'étais au cœur d'une polémique aux Etats-Unis. D'éminents universitaires m'expliquaient que le concept de la Grameen ne pouvait pas fonctionner aux Etats-Unis. Car c'était le pays le plus riche du monde et le Bangladesh le plus pauvre. Mais la question n'est pas là. Dans les deux cas, les pauvres sont exclus du système bancaire. On m'expliquait qu'ils auraient besoin de 50 000 dollars! Impossible, donc. Alors en Arkansas, j'ai commencé à discuter avec des pauvres. En leur disant que la Grameen pouvait les aider grâce à des prêts sans garanties. Au début dubitatifs, ils ont commencé à réfléchir. Puis ils sont revenus et nous ont demandé des sommes toujours inférieures à 500 dollars. Leurs réactions étaient identiques à celles des populations pauvres du Bangladesh: dès qu'ils savaient qu'ils pouvaient emprunter de l'argent pour créer une activité, ils reprenaient confiance.

C'est un discours assez

libéral...

Il ne s'agit pas de savoir si je suis de droite ou de gauche. Mais de voir la réalité en face, et de chercher des solutions pragmatiques. Le microcrédit doit être considéré comme un droit humain universel, car la banque

telle que nous la connaissons n'a rien d'humain.

Quelles sont, selon vous, les causes du développement de la pauvreté dans les pays riches?

Bien sûr il y a les crises. Mais les pays riches peuvent faire plus pour aider les populations pauvres, notamment par le microcrédit. En fait, vous avez un système de protection sociale qui a fini par enfermer les gens dans une sorte de zoo humain. Votre système d'assistance a fini par institutionnaliser un système de charité. Je ne dis pas qu'il ne faut pas aider les démunis, ceux qui souffrent des à-coups de l'économie. Mon message est assez simple: si vous enfermez des oiseaux dans une cage, vous prenez un risque. Le jour où vous décidez d'ouvrir les portes de cette cage, il n'est pas certain qu'ils s'envolent ●

Recueilli par
VITTORIO DE FILIPPIS